

Cahier des clauses administratives particulières

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**Remplacement de la centrale incendie et amélioration du système de sécurité
incendie du Site Espace Fauriel de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-
Etienne**

Objet de ce document

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG travaux.

Sommaire en un coup d'œil

Partie 1 – Description du marché

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations et la réception des travaux

Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

Partie 5 – Les autres clauses

Vous y trouverez les informations sur les assurances à fournir et la langue applicable aux documents

Les dérogations aux CCAG Travaux

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Travaux

Annexe


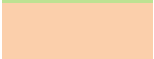

Vous y trouverez les informations sur les documents à produire tous les 6 mois

Sommaire en détail

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	5
Article 1. Parties contractantes	5
1.1. L'Institut des Mines-Télécoms	5
1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié	5
1.3. Intervenants	5
Article 2. Objet et montant du marché	6
2.1. Description de l'objet du marché	6
2.2. Allotissement	6
2.3 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	6
Article 3. La sous-traitance	6
Article 4. Pièces contractuelles	7
Article 5. Durée du marché et délai d'exécution	7
5.1. Durée du marché	7
5.2. Délais d'exécution.....	7
5.3. Prolongation des délais	8
Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché	8
Article 7. Marché similaire	8
PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....	9
Article 8. Le prix	9
8.1. Nature et type de prix	9
8.2. Mois d'établissement des prix	9
Article 9. Clause de révision des prix.....	9
Article 10. Modalités de règlement des comptes	9
10.1. La présentation des factures	9
10.2. La transmission des factures par Chorus Pro	10
10.3. Service chargé du paiement.....	11
10.4. Délai de paiement.....	11
10.5. Avances	11
Article 11. Prix nouveaux	12
Article 12. Retenue de garantie	12
Article 13. Nantissement	12
PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?	13
Article 14. Installation et organisation du chantier	13
14.1. Période de préparation-Programme d'exécution des travaux	13
14.2. Signalisation sur le chantier.....	13
14.3. Réception des travaux et des prestations	13
14.4. Documents à fournir après exécution.....	13
Article 15. Gestion des déchets de chantier et remise en état des lieux	13
15.1. Mesures d'hygiène et de sécurité	13
15.2. Gestion des déchets de chantier et remise en état des lieux.....	13

15.3. Nuisances sonores	14
Article 16. Comment se déroule la réception des travaux ?	14
16.1 Réception des travaux et des prestations	14
16.2 Garantie.....	14
PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHE.....	14
Article 17. Pénalités	14
17.1. Les pénalités applicables	15
17.2. Modalités d'application des pénalités	15
Article 18. Résiliation du marché	15
Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige.....	15
PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES	16
Article 20. Assurances	16
Article 21. Langue	16
Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois.....	16
PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	17
ANNEXE.....	18
Annexe 1 – Les documents à produire tous les 6 mois	18

Légende

	L'article ajoute des éléments par rapport au CCAG travaux
	L'article précise des éléments visés dans le CCAG travaux sans déroger au CCAG travaux
	L'article déroge au CCAG travaux uniquement sur les points visés dans ce CCAP

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE

Article 1. Parties contractantes

1.1. L'Institut des Mines-Télécoms

Mines Saint-Etienne (EMSE), 158 Cours Fauriel, CS62362, 42023 Saint-Etienne.

Mines Saint-Etienne est une école de l'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau Cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale.

L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne est représentée par son Directeur, Jacques Fayolle.

1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié

Cet article précise l'article 2 du CCAG travaux

Cet article précise l'article 3.4.1 du CCAG travaux

➤ La dénomination du Titulaire

La ou les entreprises Titulaires de chaque lot sont dénommées « le Titulaire ».

➤ L'interlocuteur privilégié du Titulaire

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché.

Dans les 5 jours de la notification du marché, le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à l'EMSE.

➤ L'élection de domicile du Titulaire

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

1.3. Intervenants

➤ Coordonnateur SSI

CEM INGENIERIE
76 F, rue de la Talaudière
42000 SAINT-ETIENNE

➤ **Contrôle technique**

BUREAU VERITAS
25 Avenue de l'industrie
42390 Villars

Article 2. Objet et montant du marché

2.1. Description de l'objet du marché

Le présent marché est un marché de travaux.

Il a pour objet : es travaux de remplacement de la centrale SSI du Site Espace Fauriel de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne

Lieu d'exécution : Espace Fauriel – 29 Rue Pierre et Dominique Ponchardier- 42100 Saint-Etienne

Ces travaux doivent être réalisés selon les prescriptions prévues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le présent CCAP.

2.2. Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties.

2.3 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Il est prévu la possibilité de retenir les PSE suivantes :

- **PSE 1 : Diffuseurs à message parlé**
- **PSE 2a : Contrat de maintenance associée pour une durée de 3 ans**
- **PSE 2b : Contrat de maintenance associée pour une durée de 5 ans**

La ou les PSE retenues s'exécutent dans les conditions prévues par le présent CCAP.

Article 3. La sous-traitance

Cet article précise les articles R.2193-3 à R.2193-22 CCP et l'article 3.6du CCAG travaux

La sous-traitance est autorisée.

Le sous-traitant peut intervenir sur un chantier si 2 conditions sont réunies :

1. L'EMSE a accepté le sous-traitant et a agréé ses conditions de paiement ;
2. Le cas échéant, le sous-traitant a adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé au responsable sécurité.



En pratique : Le titulaire doit fournir à l'EMSE le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

Article 4. Pièces contractuelles

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux uniquement sur les points visés ci-dessous

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux. Les documents contractuels qui régissent le marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), Cahier des charges fonctionnel et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance.

Nb : en cas de contradiction entre le CCTP et le cahier des charges fonctionnel, c'est le cahier des charges fonctionnel qui s'applique.

Le CCAG-Travaux est accessible sur le site legifrance.fr. Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

Article 5. Durée du marché et délai d'exécution

5.1. Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire.

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution. La durée prévisionnelle totale est de 6 mois incluant la période de préparation.

Si la PSE « contrat de maintenance » est retenue, le délai sera rallongé selon la durée du contrat de maintenance.

5.2. Délais d'exécution

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du marché **valant ordre de service de démarrage. Les délais sont ceux imposés au CCTP et au planning d'exécution remis à l'issu de la période de préparation.**

Le titulaire devra respecter scrupuleusement ces délais sous peine d'application de pénalités de retard.

5.3. Prolongation des délais

Si le Titulaire souhaite solliciter une prolongation du délai d'exécution, il doit mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 18.2 du CCAG travaux.

Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché

Cet article déroge à l'article 3.4.2 uniquement sur les points visés ci-dessous

Le titulaire doit immédiatement communiquer à l'EMSE les modifications qui surviennent au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent à l'un de ces événements :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son adresse ou siège social,
- A ses coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne respecte pas cette obligation.

Article 7. Marché similaire

L'EMSE se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du lot dont il est titulaire.

A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la signature du présent marché.

Référence : article R. 2122-7 du CCP.

PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

Article 8. Le prix

Cet article précise l'article 9 du CCAG Travaux

8.1. Nature et type de prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement (AATRI 1). Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

Dans l'hypothèse où la PSE « contrat de maintenance » serait retenue, les prestations faisant l'objet du contrat de maintenance seront réglées par application des prix indiqués sur le contrat. Les prestations de dépannages, feront l'objet d'une facturation complémentaire aux tarifs prévus par le contrat.

8.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix unitaires est celui de la date limite de réception des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

Article 9. Clause de révision des prix

Les prix sont fermes pour la durée du marché concernant la partie travaux.

Si la PSE « contrat de maintenance est retenue, la formule de révision de prix applicable sera celle indiquée par le candidat dans sa proposition de contrat. A défaut d'indication d'une formule de révision dans le contrat, la révision annuelle ne pourra pas excéder 2%.

Les prix sont révisibles une fois par an à date anniversaire.

Article 10. Modalités de règlement des comptes

Cet article précise l'article 12 du CCAG Travaux

10.1. La présentation des factures

La facturation interviendra après exécution conformément au CCAG-Travaux.

Le Titulaire doit reprendre sur la facture les détails des travaux réalisés.

Le cas échéant, des réfections et/ou des pénalités pourront être déduites des factures.

Si la prestation supplémentaire liée à la maintenance est retenue, la facturation de la maintenance préventive sera annuelle en début de période.

10.2. La transmission des factures par Chorus Pro

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont exclusivement effectués sur le portail de facturation Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, le Titulaire doit disposer des informations suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal. Ces références doivent être identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture sur le portail Chorus Pro est :

Mines Saint-Étienne : 180 092 025 001 05



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

10.3. Service chargé du paiement

Le service chargé du paiement est :

Mines Saint-Etienne	Agent Comptable secondaire SUD 158 Cours Fauriel F-42023 Saint-Etienne Cedex 2
----------------------------	---

10.4. Délai de paiement

L'EMSE règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Référence : article R2192-10 CCP.

10.5. Avances

Les conditions de versement de l'avance sont prévues à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le titulaire peut bénéficier d'une avance de 20%.

L'avance est calculée sur la base du montant TTC du marché public diminué, le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai maximal de versement de l'avance est de 30 jours calendaire à compter de la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance.

En application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que c'est l'option A qui est retenue concernant les modalités de versement des avances.

Remboursement de l'avance : Le remboursement de l'avance interviendra lorsque les prestations réalisées seront comprises entre 55% et 80% du montant du marché (avenants inclus). Le remboursement se fera de manière échelonnée selon un calcul de prorata calculé comme suit :

$$\% \text{ d'avance récupérable} = (\% \text{ Avancement d'exécution} - 55) / (80 - 55)$$

Article 11. Prix nouveaux

En application de l'article 13 du CCAG travaux, l'EMSE peut ajouter des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Elles sont notifiées par ordre de service.

Les prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont unitaires.

Article 12. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 3% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des modifications du marché public) sera constituée conformément à l'article R2191-32 du Code de la Commande Publique.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle ou solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Article 13. Nantissement

Cet article précise l'article 4.2 du CCAG Travaux

Le titulaire peut bénéficier du régime de nantissement ou d'une cession de créance.

Le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances peut demander à l'EMSE :

- Un état sommaire des prestations effectuées, accompagné d'une évaluation qui n'engage pas l'EMSE ;
- Le décompte des droits constatés au profit du Titulaire ;
- Un état des avances et des acomptes mis en paiement.

La personne compétente pour fournir ses renseignements est :

Madame l'Agent comptable

**158 Cours Fauriel
42023 Saint-Etienne CEDEX 2**

PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?

Article 14. Installation et organisation du chantier

14.1. Période de préparation-Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui est fixé à 1 mois.

Les candidats devront prévoir dans offre l'ensemble des plans et documents complémentaires (plans d'atelier et de chantier) nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Le titulaire (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan de prévention et d'intervention et le remettre au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

14.2. Signalisation sur le chantier

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la réception du public doit respecter les instructions réglementaires en la matière et notamment le Plan de prévention et d'intervention qui sera mis en place lors du démarrage de la phase de préparation du chantier.

14.3. Réception des travaux et des prestations

La procédure de réception a lieu conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux et selon le planning défini au marché.

14.4. Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG et conformément au CCTP (DOE, fiches techniques). Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article ou le CCTP le cas échéant..

Article 15. Gestion des déchets de chantier et remise en état des lieux

15.1. Mesures d'hygiène et de sécurité

L'article 31.4 du CCAG travaux s'applique. Il est précisé que le Titulaire doit respecter tous les règlements et consignes de l'EMSE et du responsable sécurité.

15.2. Gestion des déchets de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité. **Ainsi, il sera demandé au titulaire à l'issue des travaux de fournir les bordereaux de suivi des déchets au maître d'ouvrage.**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, à compter de la date de notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

15.3. Nuisances sonores

Cet article précise l'article 31.8 du CCAG Travaux

Le titulaire doit respecter la législation en matière de gestion du bruit.

Dans la mesure où les travaux s'effectuent dans un site occupé, le titulaire doit limiter au maximum les nuisances sonores.

Article 16. Comment se déroule la réception des travaux ?

16.1 Réception des travaux et des prestations

Cet article précise l'article 41 du CCAG Travaux

La procédure de réception a lieu conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux et selon le planning défini au marché.

16.2 Garantie

Les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la réception des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire est notamment tenu de remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état ou il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les autres dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux s'appliquent également.

PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ

Article 17. Pénalités

Cet article déroge à l'article 19 du CCAG Travaux uniquement sur les points visés ci-dessous

17.1. Les pénalités applicables

Les pénalités applicables sont celles listées ci-après.

Pénalités	Montant de la pénalité
Pénalité de retard	Cette retenue s'applique sur l'ensemble des délais (même intermédiaires) mentionnés au planning, Elle s'élève à 150 euros par semaine de retard. Ces pénalités seront provisoires et pourront être levées en cas de respect du délai global.
Pénalité pour non remise de documents	En cas de non remise des documents demandés dans le cadre du marché, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 500€.

17.2. Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 15% du montant total hors taxes du marché. Le montant hors taxes de l'ensemble du marché est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial hors avenants.

Article 18. Résiliation du marché

Cet article précise le chapitre 7 du CCAG Travaux.

Le chapitre 7 du CCAG Travaux s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige

Cet article précise l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de litige et d'échec du règlement à l'amiable de ce dernier, le tribunal administratif de Lyon est compétent.

PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

Article 20. Assurances

Cet article précise l'article 8 du CCAG Travaux

Le titulaire doit fournir toutes les attestations prévues à l'article 8 du CCAG travaux avant tout début d'exécution dans un délai de 15 jours.

- L'assurance de responsabilité civile professionnelle,
- Le cas échéant, l'assurance de responsabilité civile décennale.

Article 21. Langue

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces listées à l'annexe n°1 du CCAP.



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestions.com>

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Article du CCAG-Travaux auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-Travaux
Article 3.4.2.	Article 6 : Le CCAP prévoit que la liste des évènements qui justifient que le Titulaire informe l'IMT.
Article 4.1	Article 4 : L'ordre de priorité des pièces contractuelles est modifié.
Article 19	Article 17.1. et 17.2: Le CCAP prévoit des pénalités supplémentaires et des modalités d'application différentes.
Article 28	Article 14.1. : Le CCAP prévoit que la période de préparation est comprise dans le délai d'exécution fixé par le bon de commande.

ANNEXE

ANNEXE 1 – LES DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

1. Pour le titulaire établi ou domicilié en France

1	<p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.</p>
2	<p>Le cas échéant, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none">• Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none">• Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none">• L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R. 123-6 du code de commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente
3	<p>Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail.</p> <p>Elle doit préciser pour chaque salarié :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sa date d'embauche,• Sa nationalité,• Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

2. Pour le titulaire établi ou domicilié à l'étranger

Ces documents sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

1	<p>Un document mentionnant son numéro individuel d'identification d'assujetti à la TVA.</p> <p>Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France</p>
2	<p>Un document attestant la régularité de la situation sociale du Titulaire (« formulaire A1 de détachement ») et un document mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes</p> <p style="text-align: center;">OU</p> <p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant d'un organisme de recouvrement français prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale</p>
3	<p>Le cas échéant, si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :</p> <p>Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;</p> <p style="text-align: center;">OU</p> <p>Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;</p> <p style="text-align: center;">OU</p> <p>Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.</p>
4	<p>Le cas échéant, si le cocontractant envisage de détacher sur le territoire national, pour l'exécution du marché, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse : il fournit, avant le début du détachement, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail, et précisant, pour chacun d'eux, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</p>